



Observatoire national
de la vie étudiante

INFOS

no 29
Décembre
2014

PANORAMA 2013

CONDITIONS DE VIE DES ÉTUDIANTS

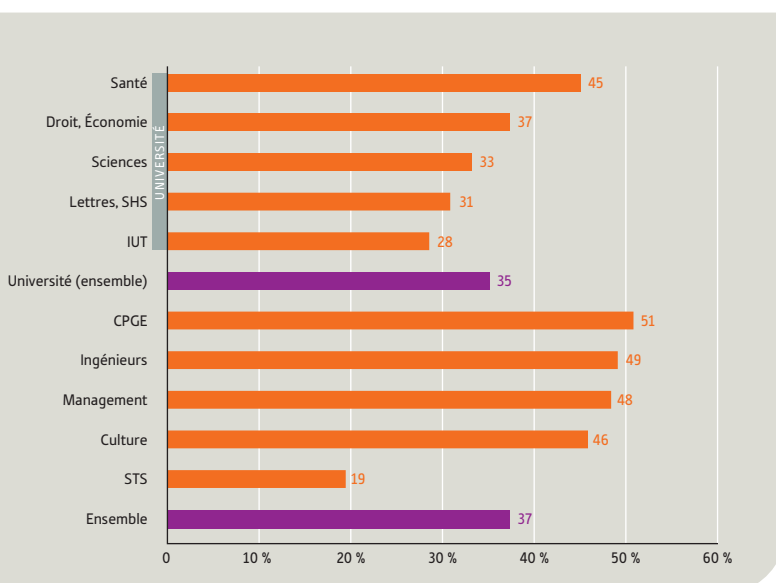
Monique Ronzeau, présidente du conseil de l'OVE
Cécile Van de Velde, présidente du collège scientifique de l'OVE

Comment vivent les étudiants en 2013 ou plus exactement, quelle est leur perception des conditions qui sont les leurs en termes de ressources, de logement, de santé, de travail ? Comment les conditions de vie vécues et perçues par les étudiants influencent-elles leurs études et leurs ambitions professionnelles selon leur profil ? Tel est l'objet de la dernière enquête triennale effectuée par l'Observatoire national de la vie étudiante (OVE) qui a compté près de 51 000 répondants représentatifs de 82 % de la population étudiante en France.

Les étudiants représentent 38 % des 18-25 ans (6,3 millions), le nombre total d'étudiants en France à la dernière rentrée étant de 2,3 millions. Au sein de cette population, on constate une différenciation de sous-populations étudiantes qui s'organise autour de quelques grands critères : origine sociale, sexe, classe d'âge et surtout type d'études.

La part d'enfants d'ouvriers ou d'employés parmi les étudiants de 18 à 24 ans s'élève à 28 %, contre 53 % des jeunes actifs de la même classe d'âge. À l'inverse, les enfants de cadres et professions intellectuelles supérieures restent surreprésentés dans l'enseignement supérieur par rapport à leur proportion dans la population active, particulièrement dans les CPGE, les écoles d'ingénieurs et de management (figure 1).

Figure 1 – Part des enfants de cadres et professions intellectuelles supérieures selon la filière d'études



Si la part de filles est plus importante dans l'enseignement supérieur (54 % contre 46 % de garçons), cette féminisation est très inégale selon les filières et les niveaux d'études. Elles sont majoritaires dans les filières de lettres-SHS (70 %) et minoritaires dans celles d'ingénieurs (27 %). Elles sont également légèrement sous-représentées dans les formations de niveau doctorat (51 % contre 55 % en master).

Lecture : 51 % des étudiants inscrits en CPGE ont au moins un de leurs parents cadres et professions intellectuelles supérieures.

Champ : ensemble des répondants ayant parents actifs occupés (n=36 408).

Les conditions économiques et financières se dégradent légèrement et de façon différenciée selon les catégories d'étudiants

L'enquête « Conditions de vie » 2013 permet de mettre l'accent sur la façon dont les étudiants eux-mêmes perçoivent leur situation économique et financière. Tout comme en 2010, c'est un sentiment de « difficulté » qui domine parmi les étudiants français. Plus d'un étudiant sur deux se déclare en difficulté financière en 2013, et 25 % jugent ces difficultés « importantes » ou « très importantes ». Dans le même ordre de grandeur, plus de la moitié des étudiants jugent leur situation économique comme problématique : seuls 43 % d'entre eux déclarent qu'ils ont assez d'argent pour couvrir leurs besoins mensuels.

Il s'agit là de difficultés persistantes au sein de la population étudiante française : cette situation est globalement comparable à l'enquête de 2010. On ne peut conclure à un « effet crise » massif entre 2010 et 2013, mais plutôt à la stabilité d'une situation financière déjà perçue comme difficile. Tout comme en 2010, environ la moitié d'entre eux déclarent s'être restreints depuis la rentrée, un peu moins d'un tiers avoir eu un découvert à la banque, et près d'un quart avoir demandé une aide exceptionnelle à leur famille (figure 2). Cependant, sous cette stabilité apparente, pointent quelques éléments de dégradation. On observe par exemple une diminution des comportements d'épargne – qui concernaient 30 % des étudiants en 2010, contre 27 % en 2013 – et une légère augmentation du pourcentage d'étudiants déclarant avoir pioché dans leurs économies

(+ 2 points) ou s'être mis au travail pour faire face à des imprévus (+ 1 point).

Figure 2 – Difficultés financières des étudiants (en %)

Depuis la rentrée, vous est-il arrivé...	CdV 2010	CdV 2013
	OUI (%)	OUI (%)
d'épargner	30	27
d'avoir un découvert à la banque	32	31
de demander une aide exceptionnelle à votre famille	24	24
de vous restreindre	52	51
de piocher dans vos économies	48	49
de vous mettre à travailler ou de travailler davantage pour boucler votre budget ou de faire face à des imprévus	16	16

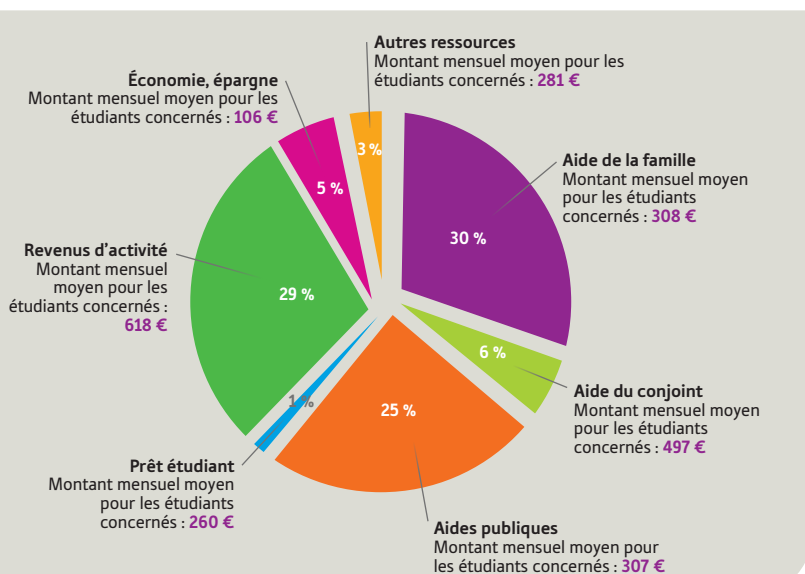
Lecture : en 2013, 52 % des étudiants déclarent s'être restreints depuis la rentrée.

Champ : ensemble des répondants (n= 40 911).

Bien entendu, cette situation économique cache de profondes disparités selon l'origine sociale. En France, le sentiment de difficulté financière est relativement partagé parmi les étudiants, mais son ampleur suit graduellement l'échelle sociale : si 24 % des enfants de cadres déclarent ne pas avoir assez d'argent pour couvrir leurs besoins mensuels, c'est le cas de 40 % des enfants d'employés et de 42 % des enfants d'ouvriers.

Des ressources déclarées issues prioritairement de l'aide de la famille et de l'emploi

Figure 3 – Ressources mensuelles moyennes des étudiants (en euros)



La famille, l'emploi, l'État : dans l'ensemble, les budgets étudiants laissent apparaître trois sources principales de revenus. Les revenus d'emploi, les aides de la famille et les aides publiques composent ensemble presque 84 % des ressources des étudiants (figure 3). Notons qu'il s'agit là des ressources déclarées par l'étudiant lui-même : n'y sont pas systématiquement mentionnés certains transferts directs qui pourraient échapper à l'individu, et encore moins les transferts indirects ou les aides en nature. En moyenne, les revenus issus de l'emploi (29 %) et les aides de la famille (30 %) sont majoritaires au sein des budgets étudiants. Les aides publiques viennent ensuite, et constituent un quart des ressources déclarées. Les prêts étudiants, avec une part de seulement 1 %, restent ultra-minoritaires dans les budgets des étudiants français, comparativement à d'autres pays.

Lecture : l'aide de la famille représente 30 % des ressources mensuelles moyennes des étudiants ; pour les étudiants concernés le montant mensuel de cette aide est de 308 euros.

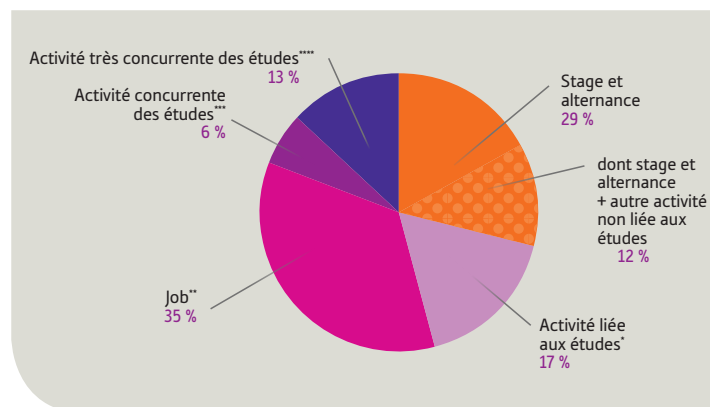
Champ : ensemble des répondants (n= 40 911).

Note : la somme des ressources ne constitue pas un budget mensuel moyen, car pour chaque ressource, seuls les étudiants concernés sont pris en compte.

Le poids du revenu d'activité dans les budgets étudiants doit être mis en perspective avec la part d'étudiants travaillant parallèlement aux études, qui s'élève à 46 % en 2013. L'enquête « Conditions de vie » mesure concrètement la proportion d'étudiants qui déclarent « travailler pendant l'année universitaire » – par rapport à d'autres types de mesures circulant dans le débat public, cet indicateur exclut donc les emplois d'été, mais inclut les stages et différentes activités salariées. Cette proportion recule légèrement comparativement à 2010, alors que la tendance était croissante depuis le début de la décennie. En toute hypothèse, cette stagnation relative peut être liée à la conjoncture et à la pénurie relative d'emplois. Notons à cet égard que 19 % des étudiants n'exerçant aucune activité rémunérée pendant l'année universitaire déclarent avoir souhaité travailler mais n'avoir pas trouvé d'emploi.

Cette activité rémunérée recouvre des réalités très contrastées. Pour plus de la moitié des étudiants concernés, elle n'est pas considérée en lien avec les études : 35 % exercent une activité occasionnelle (un « job¹ »), 6 % ont une activité « concurrente des études », et 13 % « très concurrente des études » (figure 4). Pour près de 30 % d'entre eux, il s'agit principalement d'expériences de stages ou de dispositif d'alternance. Seuls 17 % des étudiants déclarent une activité salariée – autre que les stages ou l'alternance – directement liée aux études.

Figure 4 – Type d'activité rémunérée (en %)



Lecture : parmi les étudiants qui exercent une activité rémunérée pendant l'année universitaire, 13 % exercent une activité fortement concurrente à leurs études.

Champ : ensemble des répondants exerçant une activité rémunérée (n=18 641).

* Activité rémunérée dont le contenu est en lien avec la formation suivie (internes ou externes des hôpitaux, allocataires d'enseignement...)

** Activité rémunérée non liée aux études et exercée moins d'un mi-temps.

*** Activité rémunérée non liée aux études, exercée au moins à mi-temps et moins de 6 mois par an.

**** Activité rémunérée non liée aux études, exercée au moins à mi-temps et plus de 6 mois par an.

Figure 5 – Raisons de l'activité rémunérée (en %)

Raison	Assez ou tout à fait d'accord
Elle(s) m' est (me sont) indispensable(s) pour vivre	51 %
Elle(s) me permet(tent) d'améliorer mon niveau de vie	73 %
Elle(s) m'assure(nt) l'indépendance à l'égard de mes parents	58 %
Elle(s) me permet(tent) d'acquérir une expérience professionnelle	69 %
Je travaille parce que j'ai du temps libre	18 %

Lecture : parmi les étudiants qui exercent une activité rémunérée, 51 % estiment qu'elle leur est indispensable pour vivre.

Champ : ensemble des répondants exerçant une activité rémunérée (n=18 641).

Parmi les étudiants qui travaillent, la nécessité financière reste la motivation la plus couramment citée : 73 % d'entre eux déclarent que leur activité professionnelle permet d' « améliorer leur niveau de vie » ; plus encore, 51 % la jugent « indispensable pour vivre » (figure 5). Parallèlement, le souhait d' « acquérir une expérience professionnelle » est également très présent dans les motivations, puisque 69 % des étudiants qui travaillent en font mention pour justifier leur activité.

Une vie quotidienne qui révèle des points de tension, notamment en matière logement, et des fragilités psychologiques qui s'accroissent

Les conditions de vie au quotidien doivent s'apprécier en fonction de plusieurs critères qui concourent tous à la réussite ou au contraire à la fragilisation des étudiants au cours de leur formation, au nombre desquels le mode de logement, l'état de santé ou encore une organisation du temps adaptée. Nous ne retiendrons ici que ces trois principaux critères, tout en rappelant qu'ils ne permettent pas de couvrir l'ensemble du champ de la vie étudiante.

► **L'organisation du temps des études et de leur emploi du temps** constitue pour 33 % des étudiants un motif sérieux d'insatisfaction, même si paradoxalement, ils se déclarent satisfaits à 61 % de leurs études actuelles et à 69 % de l'intérêt de leur formation.

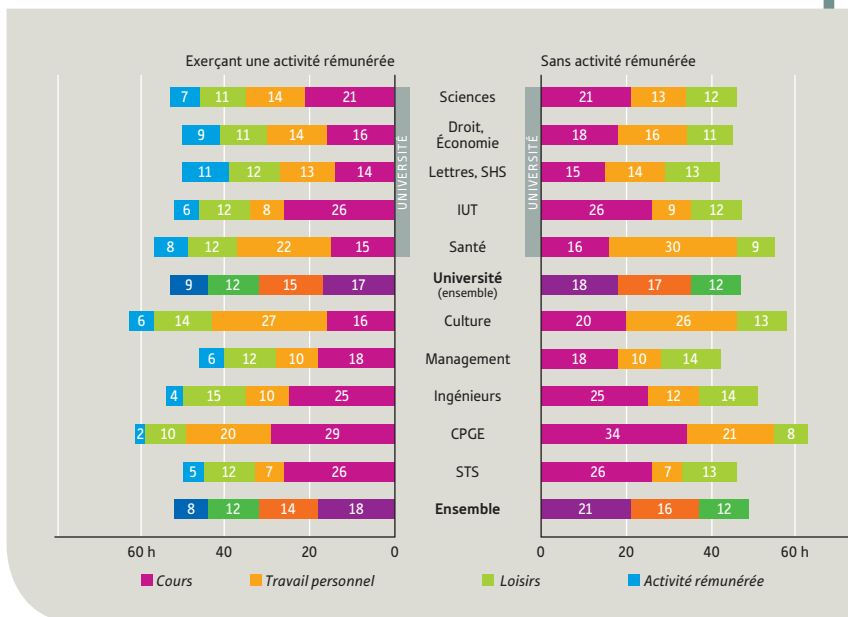
L'emploi du temps hebdomadaire varie selon deux facteurs principaux : l'exercice d'une activité rémunérée et la filière d'études.

Notes

1 Nous qualifions de « job » une activité rémunérée non liée aux études et exercée moins d'un mi-temps.

L'emploi du temps (cours, travail personnel, loisirs, activité rémunérée) est tout d'abord plus lourd pour les étudiants qui exercent une activité rémunérée, c'est-à-dire près d'un étudiant sur deux : 52 heures par semaine contre 49 heures pour les autres étudiants (figure 6). Par voie de conséquence, l'assiduité aux cours des étudiants qui n'exercent pas d'activité salariée est plus forte : 21 heures de cours par semaine contre 18 heures pour les autres. Parmi les étudiants qui déclarent ne pas pouvoir assister à certains enseignements (16 %), 43 % déclarent que c'est en raison d'une activité professionnelle. Or, les études et statistiques montrent que le manque d'assiduité est un facteur aggravant des inégalités de réussite entre étudiants. En revanche, le temps de loisir (12 heures) n'est pas affecté et reste de niveau moyen identique entre les étudiants qui exercent une activité rémunérée et les autres.

Figure 6 – Emploi du temps hebdomadaire selon la filière d'études (en heures)



Lecture : les étudiants inscrits en université et exerçant une activité rémunérée ont en moyenne 17 heures de cours par semaine.
 Champ : ensemble des étudiants en niveaux licence et master (n= 38 147).

Par ailleurs, qu'ils exercent ou non une activité rémunérée, l'emploi du temps studieux (temps de présence en cours et de travail personnel) hebdomadaire est nettement plus chargé pour les élèves de CPGE, les filières de santé ou les formations d'ingénieurs. Quelle que soit la situation au regard de l'emploi, les emplois du temps studieux varient en moyenne presque du simple au double entre étudiants d'université en lettres-SHS (28 heures) et élèves de CPGE (54 heures).

D'une façon générale, les étudiants se montrent insatisfaits de l'équilibre entre le temps des études sur le campus et leur vie hors du campus. On peut supposer que ces jugements négatifs s'expliquent par une organisation qui leur apparaît davantage centrée autour de contraintes liées au fonctionnement de l'établissement qu'autour de leurs besoins et contraintes spécifiques, ainsi que par une faible prise en compte de l'activité rémunérée dans les aménagements des emplois du temps.

Pour les mêmes raisons, l'accès aux services ou équipements proposés par l'établissement ne rencontre pas un taux d'adhésion homogène : si les bibliothèques sont de loin l'équipement que les étudiants déclarent le plus utiliser (80 % d'entre eux), suivies des équipements sportifs (29 %), à l'inverse, 75 % des étudiants déclarent ne pas avoir recours aux services de santé faisant de ce service le moins utilisé de tous. De même, les équipements ou activités culturels ne seraient fréquentés que par 18 % des étudiants.

Plus inquiétant, seuls 12 % des étudiants se sentent pleinement intégrés à la vie de leur établissement. Ce constat rejoint les analyses menées sur le sujet de la faible attractivité des établissements auprès de leurs étudiants : peu d'entre eux déclarent ressentir un sentiment d'appartenance à leur établissement, en particulier dans les universités, bien davantage que dans les écoles de management ou d'ingénieurs. Ce chiffre particulièrement faible est la résultante de plusieurs phénomènes qui se sont succédés au fil du temps : l'organisation spatiale des campus français qui sont souvent éclatés, sans cohérence de lieu de vie en commun ; des services proposés peu visibles, des interlocuteurs multiples, des responsables d'établissements notamment universitaires longtemps indifférents aux questions de vie étudiante, une insertion dans la ville insuffisamment structurée, qu'il s'agisse des transports ou d'activités culturelles par exemple.

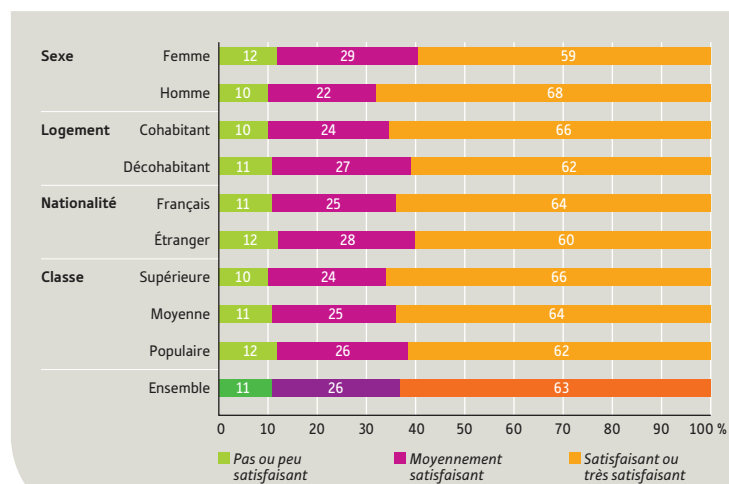
> **Le thème de la santé** est un facteur essentiel pour apprécier la qualité de vie des étudiants, l'enquête « Conditions de vie » 2013 permettant d'en appréhender les nombreuses facettes au travers des réponses données par les étudiants sur leur parcours, leurs conditions de logement, de transport, ou de restauration.

Rappelons au préalable que la population étudiante française apparaît assez bien protégée : c'est la plus jeune d'Europe en moyenne (22 ans), elle bénéficie d'un accès facilité à l'information de par son niveau d'études et l'origine socioprofessionnelle des parents majoritairement issus des classes moyennes et supérieures.

En 2013, si les étudiants conservent une représentation globalement positive de leur état de santé (près de 2 étudiants sur 3 se trouvent en bonne ou très bonne santé), ce constat est toutefois de 10 points inférieur à celui de 2010 (figure 7). De plus, ce jugement n'est pas uniforme au sein de la population étudiante, certaines caractéristiques comme le sexe ou le mode de logement venant moduler cette appréciation. Ainsi, les filles, les étudiants décohabitants plus âgés et les étudiants étrangers se déclarent proportionnellement un peu moins souvent en bonne ou très bonne santé.

Notons qu'en ce qui concerne l'influence du sexe de l'étudiant, il s'agit là d'une constante dans le domaine de la santé, que l'on retrouve dans la population française mais également dans tous les pays européens. Ces perceptions sexuées reflètent notamment des différences dans les modes de vie, dans le rapport au corps, à l'alimentation ou à la santé psychique. De même, l'avancée en âge et l'évolution vers l'indépendance résidentielle se traduisent par une baisse de l'évaluation positive de l'état de santé.

Figure 7 – Autoévaluation de l'état de santé (en %)

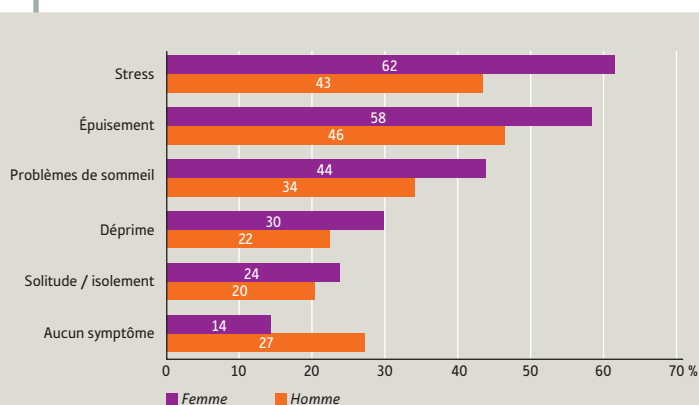


Lecture : 59 % des étudiantes et 68 % des étudiants jugent leur état de santé « satisfaisant » ou « très satisfaisant ».

Champ : ensemble des répondants (n=40 911).

On retrouve d'ailleurs certaines de ces différences dans le renoncement aux soins, particulièrement pour les décohabitants qui sont 30 % à déclarer avoir déjà renoncé à des soins, contre 22 % des cohabitants – 13 % des étudiants ayant déclaré avoir renoncé à des soins pour des raisons financières. Là encore, l'avancement en âge se traduit par une hausse du renoncement aux soins pour raisons financières. Pour autant, cette augmentation n'est pas constante à mesure que les étudiants vieillissent ; c'est dans la tranche des 23-25 ans que l'on trouve le taux de renoncement pour des raisons financières le plus élevé (20 %). Ceci s'explique notamment par la position charnière qu'occupe cette tranche d'âge dans la transition vers une situation d'indépendance économique et familiale : pour les plus jeunes, la famille joue un rôle de protection en matière de santé alors que pour les plus âgés, c'est l'indépendance économique, notamment par le travail, qui assure ce rôle.

Figure 8 – Les fragilités psychologiques des étudiants (en %)



Lecture : 62 % des étudiantes et 43 % des étudiants déclarent avoir ressenti du stress lors de la semaine précédant leur réponse à l'enquête.

Champ : ensemble des répondants (n=40 911).

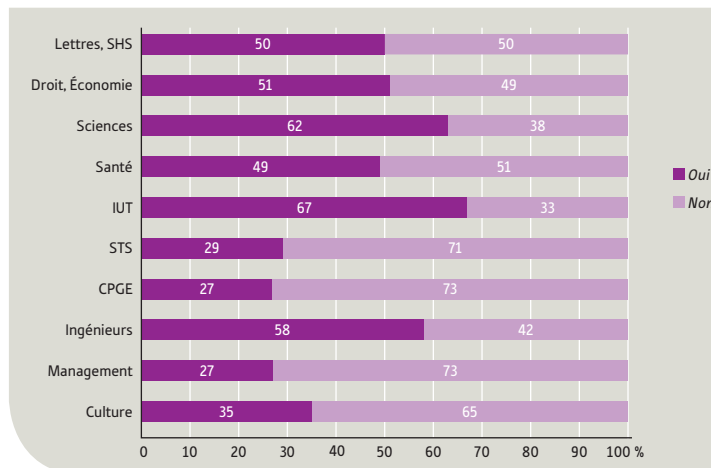
Par ailleurs, le renforcement des fragilités psychologiques ressenties par les étudiants semble se confirmer : si les étudiants s'estiment globalement en bonne santé, nombreux sont ceux qui déclarent éprouver des symptômes de mal-être. Au cours des 7 derniers jours qui ont précédé l'enquête, ils sont 53 % à déclarer avoir ressenti du stress, 53 % de l'épuisement, 39 % des problèmes de sommeil, et 26 % de la déprime (figure 8). S'il convient bien sûr de tenir compte de l'impact éventuel de la période au cours de laquelle ils ont été interrogés et qui peut correspondre à une semaine d'examens, il n'en demeure pas moins que les principaux indicateurs confirment l'installation d'une fragilité psychologique d'une partie importante des étudiants, tendance déjà observée en 2010.

Là encore, la filière d'études, le sexe ou le mode de logement influent sur le constat : les femmes sont 58 % à ressentir de l'épuisement contre 46 % des hommes, 61 % à ressentir du stress contre 43 % des hommes. De même, les étudiants de CPGE déclarent à 69 % ressentir de l'épuisement, contre 52 % en université et 42 % dans les filières d'ingénieurs. Les étudiants décohabitants indépendants souffrent davantage d'isolement et de déprime que les autres.

Les emplois du temps (studieux et/ou professionnel), très variables selon les filières d'études, ne sont pas sans incidences sur la fragilité « psychologique » de certains étudiants. De ce point de vue, les étudiants de CPGE sont ceux qui expriment le plus fréquemment un sentiment de « mal-être », en particulier des problèmes d'épuisement, de stress ou de déprime. Outre ces injonctions studieuses, l'exercice d'une activité rémunérée durant l'année universitaire et la gestion d'un double emploi du temps studieux et professionnel qu'elle induit, apparaissent sources de tension : les étudiants travaillant au moins à mi-temps et au moins 6 mois dans l'année déclarent plus que les autres rencontrer des problèmes de sommeil, d'épuisement ou de stress.

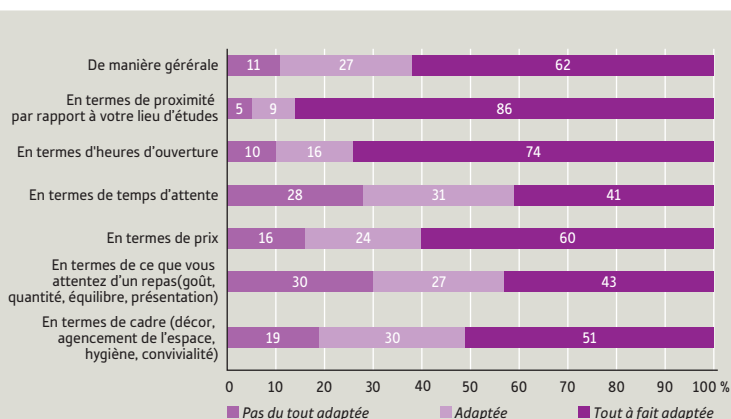
> **La restauration sur les campus** est une autre préoccupation des étudiants au quotidien : si les étudiants déclarent fréquenter « en général » les restaurants ou cafétérias du CROUS à près de 49 %, ils ne sont que 37 % à l'avoir fait effectivement la semaine précédant l'enquête. La fréquentation est corrélée au type d'études suivies qui détermine le temps de présence sur le lieu d'enseignement (figure 9). Les étudiants qui fréquentent le plus les restaurants universitaires sont en 2013 comme en 2010, ceux des IUT (67 %) et des filières scientifiques (62 %) par opposition aux étudiants de lettres et sciences humaines ou de santé (un étudiant sur deux). Pour le tiers qui a fréquenté les restaurants du CROUS la semaine précédant l'enquête, le nombre de repas pris est faible en moyenne (4 à 5 repas pour 46 % d'entre eux). Si la fréquentation des restaurants universitaires varie peu selon la taille de la ville d'études, on peut tout de même noter une fréquentation légèrement inférieure à la moyenne à Paris (avec 43 % de fréquentation contre 49 % pour l'ensemble des étudiants).

Figure 9 – Fréquentation de la restauration CROUS selon la filière (en %)



Lecture : 62 % des étudiants inscrits en sciences déclarent fréquenter le RU ou une cafet' CROUS de manière générale.
Champ : ensemble des répondants (n=40 911).

Figure 10 – Adaptation de l'offre de restauration CROUS aux besoins des étudiants* (en %)



Lecture : 62 % des étudiants déclarent que de manière générale la restauration du CROUS est tout à fait adaptée aux besoins des étudiants.

Champ : usagers de la restauration universitaire (n=20501).

* « L'offre de restauration du CROUS (RU, Cafét) vous semble-t-elle adaptée à vos besoins d'étudiants-e ? ».

Leur appréciation théorique sur l'adaptation de l'offre de restauration du CROUS à leurs besoins est globalement très positive (62 %), notamment en termes de proximité par rapport à leur lieu d'études, de cadre ou encore de prix (figure 10).

Malgré ce satisfecit général sur la restauration universitaire, 1 étudiant sur 5 (21 %) dit ne pouvoir aller au restaurant universitaire CROUS aussi souvent qu'il le souhaiterait du fait de la pause méridienne inadaptée et 7 % du fait des horaires d'ouverture. 39 % regrettent de ne pouvoir consacrer plus de temps à ce temps de restauration et une majorité déplore que les temps d'attente y soient trop importants. Les critiques relatives à l'inadaptation des emplois du temps et/ou des horaires d'ouverture des RU sont exacerbées pour ceux qui fréquentent les RU et souhaiteraient y consacrer plus de temps.

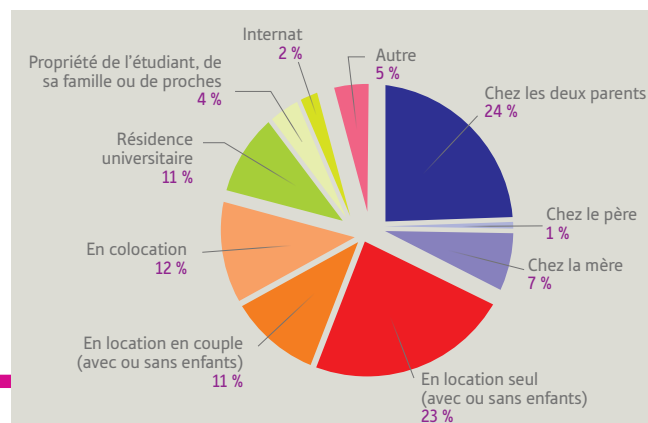
Lecture : 23 % des étudiants habitent seuls en location durant une semaine normale de cours (du lundi au vendredi).
Champ : ensemble des répondants (n=40 911).

Mais l'un des déterminants essentiels de la fréquentation des restaurants universitaires reste le temps de pause méridienne dont disposent les étudiants. C'est de lui que va résulter, en premier lieu, le fait pour un étudiant de se rendre ou pas dans un restaurant géré par le CROUS et, en second lieu, la composition du repas (restauration rapide ou repas complet) que choisira l'étudiant une fois sur place. La question des rythmes universitaires dont l'organisation relève des établissements d'enseignement supérieur est donc centrale dans la problématique de la restauration universitaire. En revanche, les étudiants reconnaissent majoritairement que les CROUS proposent des prestations de qualité : choix, qualité nutritionnelle, information et incitation à manger équilibré, nouveaux points de restauration, souvent fondés sur de nouveaux concepts.

> Le logement reste le poste de dépense le plus élevé des étudiants qui varie sensiblement en fonction de la taille de la commune de résidence

Les résultats de l'enquête « Conditions de vie » confirment que le mode de résidence des étudiants évolue peu dans le temps : les deux tiers d'entre eux vivent soit chez leurs parents (32 %), soit sont en location seuls ou en couple (34 %). Parmi les autres types de logement, on note que 12 % des étudiants vivent en colocation et 11 % en résidence universitaire (dont 71 % en résidence CROUS) ce qui traduit une grande stabilité par rapport à l'enquête 2010 (figure 11).

Figure 11 – Type de logement pendant la période universitaire (en %)



La décohabitation augmente avec l'âge des étudiants : à partir de 21 ans, plus des 2/3 des étudiants ont quitté le domicile parental. Parallèlement, la décohabitation est associée à une moindre satisfaction vis-à-vis du logement occupé. Seulement un tiers des étudiants décohabitants se déclarent « très satisfaits » de leur logement contre un peu plus de la moitié des cohabitants. Les principales sources d'insatisfaction portent pour 29 % des étudiants sur le prix élevé du loyer, pour 17 % sur la superficie (37 m² en moyenne mais 29 m² à Paris et 11 m² ou moins pour 10 % des étudiants), et pour 25 % sur l'éloignement du lieu des études. Toutefois, globalement, 75 % des étudiants se déclarent « satisfaits » ou « très satisfaits » de leur logement.

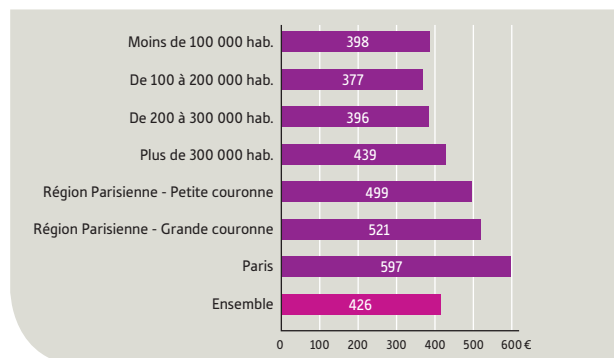
Une grande majorité d'étudiants (58 %) retourne chez les parents soit au moins une fois par mois le week-end (44 %), soit plus épisodiquement (14 %), ce qui conduit à souligner l'importance du soutien familial auprès des étudiants. Par ailleurs, les trajectoires d'insertion dans la vie adulte sont loin d'être toujours linéaires et l'accès au logement indépendant peut être suivi d'une période de retour chez les parents, notamment pour ceux qui ne sont pas ou plus en couple et ceux qui ne disposent pas de ressources d'un travail régulier.

Les dépenses de loyer² bénéficient pour un grand nombre d'étudiants de l'aide de la famille : elles sont en moyenne de 426 € sur un budget moyen-typé de 801 € pour les décohabitants. Elles augmentent sensiblement avec la taille de la commune de résidence (sauf pour les communes de

moins de 100 000 habitants). Ainsi, elles sont plus élevées en région parisienne, spécialement à Paris (597 €) (figure 12).

Aider les étudiants à accéder à un logement constitue un élément important de leur parcours d'autonomie, alors que la décohabitation implique des charges, directes et indirectes, supplémentaires significatives. Cet appui financier de la part de la famille ou de l'Etat (aides au logement) concourt à améliorer l'accès à l'enseignement supérieur lorsque les parents des étudiants habitent loin des centres universitaires.

Figure 12 – Loyer moyen (en euros) selon la taille de la commune de résidence



Lecture : les étudiants décohabitants et résidant à Paris dépensent en moyenne 597 € par mois pour payer leur loyer.
 Champ : étudiants décohabitants déclarant payer un loyer (n=19 768).
 Note : les loyers mensuels moyens sont calculés hors résidences collectives et hors éventuelles aides publiques.

Un allongement des études envisagées, une représentation de la réussite qui ne passe pas uniquement par le diplôme et des perspectives d'avenir mitigées

L'une des grandes tendances perceptibles dans l'enquête est l'élévation rapide du niveau d'études envisagé : en France, 86 % des étudiants du supérieur annoncent vouloir aller au moins jusqu'au master, soit 5 % de plus qu'en 2010. Cela ne présage en rien du niveau d'étude effectivement suivi, mais ces données montrent que le bac +5 s'ancre comme horizon de référence dans les perspectives d'études. Cette tendance va au-delà du seul plébiscite du master, puisqu'on observe également une très nette augmentation du pourcentage d'étudiants projetant de poursuivre leur formation au-delà du bac +5, soit par un doctorat, soit par un cumul de masters : le bac +6 et plus est envisagé par 37 % des étudiants interrogés, soit 9 % de plus par rapport à 2010. Cette perspective est particulièrement diffusée parmi les enfants de cadre, qui sont 46 % à projeter de faire un bac +6 ou plus.

Paradoxalement, et c'est là également l'un des traits marquants de l'enquête, le diplôme n'est pas considéré comme le principal facteur de la réussite (figure 13). Seuls 45 % des étudiants le considèrent comme « très important » pour réussir, alors même que les études montrent que le diplôme reste un atout pour l'insertion professionnelle. Ce sont plutôt les « efforts personnels »

(75 %) ainsi que les relations et réseaux (52 %) qui sont le plus couramment cités. Dans une société marquée par le poids central du diplôme sur les trajectoires, il semble que se développe actuellement, parmi les étudiants, une vision plus individualisée de la réussite. Si la famille tient une place non négligeable comme facteur perçu de réussite, d'autres éléments totalement externes à l'individu sont considérés comme « très importants » pour réussir, comme la conjoncture économique (32 %) et le hasard (10 %). Sans doute relève-t-on là un « effet crise ».

Figure 13 – Importance accordée aux différents facteurs de réussite (en %)

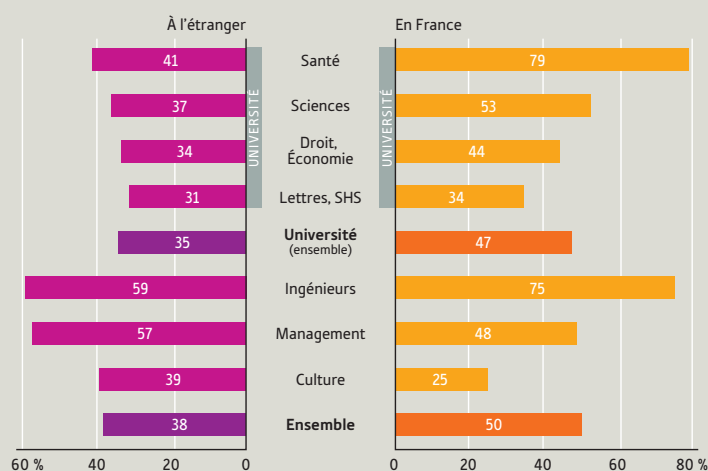
	Très important
Le diplôme	45 %
Les efforts personnels	75 %
Les relations, les réseaux	52 %
La famille	28 %
Le hasard	10 %
La conjoncture économique	32 %

Lecture : 45 % des étudiants estiment que le diplôme est très important pour réussir.
 Champ : ensemble des répondants (n= 40 911).

Notes

² Les loyers mensuels moyens sont calculés hors résidences collectives et hors éventuelles aides publiques.

Figure 14 – Evaluation des chances d'insertion professionnelle, en France et à l'étranger, des étudiants de niveau master (en %)



Lecture : 75 % des élèves ingénieurs de niveau master estiment qu'ils ont de « bonnes » ou « très bonnes » chances d'insertion professionnelle en France.
Champ : étudiants de niveau master (n=11033).

Ces dernières tendances vont de pair avec des perspectives sociales pour le moins mitigées. Et ce, même parmi les étudiants en master : seuls 50 % d'entre eux jugent leurs chances d'insertion « bonnes » ou « très bonnes » (figure 14). Cette moyenne cache de profonds contrastes en fonction du type d'études suivies : plus encore que le clivage université/écoles, c'est l'« effet filière » qui est ici particulièrement notable. Parmi les plus « optimistes », on retrouve les étudiants en santé, les étudiants ingénieurs et les étudiants en sciences ; inversement, les étudiants en lettres et sciences humaines et sociales, ainsi qu'en culture, se révèlent les moins positifs sur leurs chances d'insertion.

Alors que l'exil des jeunes Français est une question qui agite le débat public, il est à noter que l'étranger n'est pas réellement considéré comme un eldorado par les étudiants : ils sont en moyenne encore moins optimistes sur leurs chances d'insertion à l'étranger qu'en France, et ceci est particulièrement vrai pour certaines filières spécialisées, telle que la médecine ou les ingénieurs. Cette tendance traverse toutes les filières, à l'exception notable des étudiants en management.

Or, si on leur demande de comparer ces perspectives d'avenir à la vie qu'ont menée leurs parents, c'est l'idée de stagnation générationnelle qui domine parmi les étudiants français : en moyenne, 42 % d'entre eux pensent que leur avenir ne sera « ni meilleur ni moins bon » que la vie qu'ont menée leurs parents, tandis que 39 % le jugent « meilleur », et 19 % « moins bon ». Cette perception subjective est en toute logique extrêmement dépendante du milieu social d'origine : les enfants de cadres se révèlent les plus pessimistes sur leur propre avenir comparé à celui de leurs parents (près de 22 % pensent qu'il sera moins bon) ; tandis que les enfants d'ouvriers, d'artisans et d'agriculteurs, une fois dans l'enseignement supérieur, se vivent davantage en mobilité sociale ascendante : ils sont respectivement 50 % et 40 % à déclarer qu'ils auront un avenir plutôt meilleur que celui de leurs parents.

À l'examen des résultats de l'enquête « Conditions de vie », les éléments qui permettent de caractériser les conditions de vie de l'étudiant en 2013 évoluent globalement peu, mais ils font toutefois apparaître des situations de fragilité qui accentuent les écarts essentiellement dans deux domaines : la situation économique de l'étudiant et son état de santé psychologique avec le développement d'un sentiment de mal-être diffus, plus accentué dans certaines filières d'études. L'extrême diversité des réponses traduit la diversification croissante des populations étudiantes et doit conduire à dépasser une approche générationnelle homogène au bénéfice d'une approche spécifique de sous-populations identifiées comme étant les plus à risque ou fragiles.



Observatoire national de la vie étudiante

37, boulevard de Port-Royal - Bât. 01
CS 41374 - 75634 PARIS CEDEX 13
Tél. 01 55 43 57 92
Courriel communication.ove@cnous.fr - Site <http://www.ove-national.education.fr>
Twitter @ove_national - Facebook <http://www.facebook.com/ovenational>

OVE INFOS

Directrice de publication : Monique Ronzeau
Maquette : De Visu
© OVE 2013 - ISSN : 1638-8542